

**G20 - Politique économique et
commerciale - États-Unis -
Entretien de M. Michel Sapin,
ministre de l'économie et des
finances, avec le quotidien «Le
Monde» - extraits
(Paris, 17 mars 2017)**

Q - Le G20 appelle généralement à un rejet du protectionnisme. Est-il encore possible de porter un message clair avec une -administration américaine qui semble favoriser l'isolationnisme ?

R - Le coeur du G20, c'est la coopération entre pays, la coordination d'actions, l'échange confiant de points de vue. C'est donc le refus de l'unilatéralisme. Il ne peut être question de remettre en cause cette volonté de travailler ensemble, qui a montré son efficacité dans la sortie de crise et l'élaboration de règles communes.

À Baden-Baden, le commerce sera un sujet, non pas de décision, mais de communication. Et il faudra être attentif aux mots qui seront ou ne seront pas employés. Le G20 est favorable, comme nous le sommes, à un libre commerce mondial régulé. L'administration américaine n'a pas précisé ses positions sur un grand nombre de sujets.

La France et l'Allemagne sont d'accord pour lui laisser un peu de temps. Mais nous aurons, nous Européens, un langage cohérent et extrêmement ferme par rapport aux principes : rien n'est unilatéral dans le monde d'aujourd'hui, sinon c'est dommageable pour tous.

Q - Allez-vous évoquer le projet de taxe aux frontières qui crée déjà l'émoi chez certains groupes français ?

R - Une position qui serait contraire aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aurait de quoi inquiéter les acteurs publics et privés, pas uniquement en France. J'en parlerai avec mon homologue américain et je l'ai d'ailleurs déjà fait. Ses réponses jusqu'à présent sont : on réfléchit, mais on n'a pas décidé. C'est un peu la difficulté avec cette administration : les Tweets ne sont pas des propositions argumentées.

Q - Peut-on s'attendre à des échanges plus musclés vis-à-vis de l'Allemagne dans les débats sur la nécessité pour certains pays d'en faire plus pour soutenir la croissance ?

R - Sur ces questions, l'Allemagne ne peut pas bouger de manière spectaculaire. Elle entend ce qu'on lui dit et les choses commencent à changer progressivement : elle dépense un peu plus, y

compris à cause des questions migratoires. C'est lent, peut-être trop lent. Mais elle ne veut surtout pas donner l'impression d'avancer sous la pression.

Q - Redoutez-vous un coup de frein sur la régulation financière portée par le G20 alors qu'on entend s'exprimer des réserves à Washington ?

R - Cette régulation financière est fondamentale. Ceux qui disent que ça va beaucoup mieux et qu'on peut donc revenir en arrière - ce qui est parfois prôné de l'autre côté de l'Atlantique - doivent faire très attention. Le monde n'est pas à l'abri d'une nouvelle crise financière. D'autant plus que tout n'a pas été régulé, notamment la fameuse finance de l'ombre.

Après, dans le domaine bancaire, il est légitime de s'interroger sur la nécessité d'augmenter encore les niveaux de sécurité, ce qui pourrait devenir dangereux pour le financement de l'économie. Le risque est que le comité de Bâle - cette instance est chargée d'élaborer les règles bancaires mondiales - adopte des règles supplémentaires qui n'auraient aucun effet sur les établissements américains et qui pèsent en revanche sur tous les autres. C'est un autre aspect de protection unilatérale.

Q - Y a-t-il des sujets de convergence avec les Américains ?

R - Dans la lutte contre le financement du terrorisme, mon homologue américain m'a dit et redit combien les États-Unis étaient déterminés à avancer et partageaient totalement les préoccupations du G20, et de la France particulièrement.

Cela implique d'être tout aussi déterminés à rendre plus transparent un certain nombre d'entités ou de mécanismes financiers, et rend nécessaires des méthodes de pression sur les États récalcitrants. C'est le principe même de la liste noire des paradis fiscaux, qui doit être mise en oeuvre en juillet.

(...)/.